



Perspectives chinoises

76 | mars - avril 2003
Varia

La nouvelle Assemblée populaire nationale et l'après- XVIème congrès du PC en Chine

Vers un autoritarisme élitiste et consultatif ?

Jean-Pierre Cabestan



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/75>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Jean-Pierre Cabestan, « La nouvelle Assemblée populaire nationale et l'après- XVIème congrès du PC en Chine », *Perspectives chinoises* [En ligne], 76 | mars - avril 2003, mis en ligne le 06 octobre 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/75>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

La nouvelle Assemblée populaire nationale et l'après- XVIème congrès du PC en Chine

Vers un autoritarisme élitiste et consultatif ?

Jean-Pierre Cabestan

- 1 La réunion en mars 2003 de la 10^{ème} Assemblée populaire nationale a confirmé les décisions et changements de dirigeants décidés en novembre 2002 par le XVIème congrès du PC chinois. Quatre mois après que les délégués au congrès eurent entériné une transition en douceur du pouvoir de la « troisième à la quatrième génération » des dirigeants communistes, la direction du PC promouvait à la tête de sa « façade étatique » un nouveau groupe de responsables. Comme on pouvait s'y attendre, en mars, Hu Jintao remplaça Jiang Zemin à la présidence de la République, Wen Jiabao succéda à Zhu Rongji au poste de Premier ministre et Jiang conserva la présidence de la puissante commission militaire centrale de l'Etat (et du Parti). Parallèlement, les objectifs politiques et économiques approuvés lors du congrès furent traduits en décisions gouvernementales. Et là aussi la continuité des orientations fixées l'emporte sur les changements, en dépit des inflexions perceptibles à partir de l'été 2002, inflexions destinées dans l'ensemble à mieux prévenir les conflits sociaux et donc à améliorer la stabilité de la société comme du régime politique. Aucune réforme politique véritable ne fut annoncée tandis que l'attention des nouveaux dirigeants resta centrée sur les restructurations économiques, en particulier le démantèlement progressif des entreprises d'Etat déficitaires, l'adaptation de l'économie chinoise à l'environnement international dans lequel elle s'intègre progressivement, la gestion et, si possible, la réduction des inégalités sociales ainsi que la modernisation des cadres juridique et institutionnel dans lesquels ce pays se développe.
- 2 Cette réunion de l'APN, et plus généralement l'après-XVIème congrès — marqués en particulier par la guerre d'Irak, la propagation en Chine de l'épidémie de pneumonie atypique, ou du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), et la crise nord-coréenne — n'ont-ils pour autant rien apporté de nouveau ? N'ont-ils pas contribué à renforcer des

évolutions institutionnelles et politiques engagées depuis une, voire deux décennies ? Un tel changement de génération ainsi que les premières épreuves que la nouvelle équipe ont eu à affronter ne peuvent-ils pas favoriser un progressif relâchement du système autoritaire en place en Chine ? Ne pourrait-il pas permettre, sinon la démocratisation du régime, du moins l'instauration d'un autoritarisme plus ouvert, marqué à la fois par un profond élitiste mais aussi par des mécanismes consultatifs qu'aucun régime de type soviétique n'était parvenu à mettre en place ? Bref, peut-on institutionnaliser l'autoritarisme ?

- 3 Ces questions sont ambitieuses et dépassent, c'est évident, le cadre de cet article. Toutefois, l'analyse du déroulement de la récente session plénière de l'APN (5-18 mars 2003) et de celle de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC, 3-14 mars 2003) ainsi que de la nouvelle répartition des tâches entre les principaux responsables du pays peut nous aider à mieux mesurer certaines de ces évolutions. Cette étude est susceptible aussi de nous permettre de mieux comprendre les rivalités et divisions qui traversent la direction du PC et de l'Etat chinois. Et partant, de tenter d'appréhender les changements politiques qui pourraient intervenir dans les prochaines années.

Les réunions de l'APN et de la CCPPC

- 4 A bien des égards, la première session plénière de la Xème APN s'est déroulée comme les précédentes. Cette année encore, constituée de délégués centraux et locaux choisis par le PC, l'APN fit pendant deux semaines office de « caisse de résonance » des divers problèmes économiques et sociaux que connaît le pays. Et comme il s'agissait d'une nouvelle législature, cette session de l'APN, se concentra sur l'élection des nouveaux responsables de l'Etat, prêtant une oreille moins attentive aux divers rapports d'activités qui leur furent présentés (gouvernement, APN, Cour et parquet populaires suprêmes).
- 5 Et comme c'est l'usage institutionnel au début de chaque nouvelle législature, la première session plénière de la Xème APN fut précédée en février par un plénum du Comité central du PC chinois désigné en lors récent congrès du PC. Ce plénum approuva formellement les « candidats » aux divers postes gouvernementaux à pourvoir « recommandés » (*tuijian*) par le Parti ainsi que l'agenda de cette session.

Tableau 1 : L'évolution de la composition de l'Assemblée populaire nationale (1998-2003)

	9ème APN (1998-2003)		10ème APN (2003-2008)	
	Nb de membres	%	Nb de membres	%
Ouvriers et paysans	563	18,89	551	18,46
Intellectuels	628	21,07	631	21,14
Cadres	988	33,16	968	32,44
Membres des partis démocratiques et personnalités sans-parti	460	15,44	480	16,09
Militaires	268	8,99	268	8,98
Représentants de Hong Kong	35	1,21	36	1,21
Représentants de Macao	12	0,4	12	0,4
Représentants de Taiwan	13	0,44	13	0,44
Chinois d'outre-mer revenus au pays	37	1,24	38	1,27
Minorités nationales	428	14,36	415	13,91
Femmes	650	21,81	604	20,24

NB : en 1998, le nombre total de députés était de 2 979 (cinq des douze députés de Macao, alors encore sous administration portugaise, étaient délégués du Guangdong). A partir de 2000, le nombre total de députés était donc de 2 986. Depuis 2003, le nombre total de députés est de 2 985. Source : *Wenhui bao*, 3 mars 2003, p. A6.

Source : *Wenhui bao*, 3 mars 2003, p. A6.

- 6 De même, le profil des nouveaux députés n'est guère éloigné de celui de leurs prédécesseurs : la place respective des divers groupes « politico-sociaux » représentés y demeure particulièrement stable (cf. tableau 1). Le premier d'entre eux reste les cadres (32 %), c'est-à-dire les responsables provinciaux et infra-provinciaux du PC et de l'Etat ; les « intellectuels » (responsables d'universités et de centres de recherche officiels) constituent le second groupe (21 %) tandis que « les ouvriers et les paysans » (18 %), délégués pour la plupart des entreprises d'Etat et des comités villageois, continuent d'être particulièrement sous-représentés. Il en est de même des femmes, qui perdent 44 députés et dont la place au sein des instances centrales du PC, comme l'a montré le XVIème congrès, reste pour le moins modeste (la seule femme à siéger au Bureau politique est Mme Wu Yi, dont nous reparlerons). En revanche, l'Armée populaire de libération, avec des effectifs estimés à 2,3 millions, demeure largement sur-représentée : 268 députés, soit 1 député pour 8 582 soldats, contre une moyenne d'un député pour 435 511 habitants et une députée pour 1,08 million de femmes ! Traduisant la volonté d'ouverture affichée par Hu Jintao en direction des non-communistes, la seule évolution notable est l'augmentation toute relative (480 contre 460) du nombre de délégués des « partis démocratiques », formations inféodées au PC, et des sans parti (*wudangpai*), personnalités que l'on appelait autrefois les « compagnons de route » du Parti¹. Toutefois, cette nouvelle tendance ne fait que renouer timidement avec une politique abandonnée en 1998 : de fait, ce groupe constituaient 19,2% des députés en 1993 (572). En outre, la plupart des autres députés appartient au PC, bien que la proportion exacte de communistes ne soit plus rendue publique depuis la IXème APN (en 1993, lors de la constitution de la VIIIème APN, 68,4 % des députés étaient membres du Parti)².
- 7 Rien *a priori* donc ne différencie cette première réunion de la Xème APN de celles de la XIème (1998) ou de la VIIIème (1993).
- 8 Néanmoins, un certain nombre d'évolutions sont à noter qui traduisent une plus grande volonté d'autonomie des députés et mettent au jour les rivalités qui traversent le pouvoir chinois. Tout d'abord, l'on peut se demander si le système de sélection des députés ne

s'est pas progressivement ouvert et si, de ce fait, plutôt que de mieux « représenter » la société chinoise, l'APN n'est pas devenue en réalité plus élitiste. Et si la plus grande — et toute relative — autonomie dont jouissent des assemblées populaires, loin d'avoir atténué cette évolution, ne l'a pas au contraire accusée.

- 9 Il est clair que, formellement élus par les assemblées populaires de l'échelon provincial, les membres de cette instance restent choisis par le Département central de l'Organisation du PC, avec l'aide des autorités de la province qu'ils représentent officiellement (ou de l'APL). Ainsi, parce qu'il leur fallait appartenir au Parlement, Jiang Zemin, Hu Jintao et Zeng Qinghong se firent élire dans l'une des 31 circonscriptions de l'échelon provincial de leur choix (Shanghai, Tibet et Jiangxi, respectivement). De même, les représentants de ces circonscriptions à l'APN sont pour la plupart des responsables provinciaux du PC, du gouvernement et de l'Assemblée populaire locale. Et à l'échelon local (districts, cantons), de nombreux exemples montrent que ces élections ne sont pas plus qu'hier ouvertes aux citoyens sans relations dans le système qui cherchent à tirer parti des possibilités que leur donne la loi — selon laquelle quiconque est soutenu par dix électeurs peut se porter candidat³. Le plus grand droit de regard des assemblées sur les gouvernements a en général eu pour effet d'accroître, par contre-coup, l'emprise du PC sur les premières : ainsi, 23 des 31 assemblées provinciales sont présidées par le secrétaire du comité provincial du PC : seules les villes et les régions les plus développées (Pékin, Shanghai, Tianjin, Guangdong, Hubei, Heilongjiang) et certaines zones de minorités (Xinjiang, Tibet), pour des raisons différentes, ne connaissent pas ce cumul⁴.
- 10 Toutefois, sélectionnés pour leur fidélité au régime, ces députés sont aussi choisis sur la base de leur haut niveau d'éducation (en 1998, plus de 80% d'entre eux étaient diplômés de l'université, contre 69% en 1993 ; en 2003 aucune donnée chiffrée n'a été publiée), de leurs compétences professionnelles ou de la reconnaissance que le régime, sous l'impulsion de la théorie des « trois représentations » de Jiang Zemin, entend accorder à certains groupes sociaux : ainsi, sans surprise, un plus grand nombre d'entrepreneurs privés ou plutôt de « personnalités de l'économie non-publique » (*feigongyouzhi jingji renshi*) siège désormais à l'APN (133 contre 48 en 1998)⁵. En outre, dans un nombre croissant de régions, en raison de la plus grande part que les assemblées populaires locales prennent aux affaires gouvernementales, l'élection au sein de ces instances est devenue un véritable enjeu politique à la fois pour les « élites traditionnelles » du régime (cadres du PC et de l'Etat, responsables d'entreprises et d'établissement publics) et pour les membres de ces « nouvelles élites », qui parfois n'hésitent pas à dépenser d'importantes sommes pour garantir leur victoire⁶. Bien que le PC continue de filtrer les élections-promotions de ces députés aux assemblées de l'échelon supérieur, il est également de plus en plus sensible au poids économique des députés et par conséquent à la contribution, en particulier financière, qu'ils sont susceptibles d'apporter à la collectivité.
- 11 La conséquence de ces évolutions est le caractère de plus en plus urbain et élitiste de l'APN. Ainsi, d'après Hu Angang, les citadins y sont quatre fois mieux représentés que les ruraux (un député pour 960 000 ruraux contre un député pour 260 000 citadins). En outre, la proportion d'ouvriers et de paysans y est passée de 54% dans les années 50 à 19%⁷. Comme hier, les délégués à l'APN incarnent une sorte de société politique idéale dessinée plus à l'image des priorités fixées par la direction communiste du moment qu'à celle de la réalité sociale du pays. Et l'évolution des critères de sélection n'a pas réduit le caractère élitiste de l'APN. Au contraire, l'on serait tenté d'avancer l'hypothèse — que seule une

sociologie des députés encore difficile à conduire aujourd'hui pourrait confirmer — selon laquelle l'évolution des critères de sélection des députés ainsi que la relative montée en puissance de l'APN ont probablement contribué à rendre cette institution plus élitiste qu'au début de l'ère de Deng Xiaoping, lorsqu'elle était constituée de députés moins éduqués, plus ruraux, souvent rescapés de la Révolution culturelle et surtout économiquement moins aisés.

- 12 Cela étant dit, ces « élites » ne forment pas politiquement ou socialement un ensemble cohérent. Tandis que la majorité des députés appartient encore aux « élites traditionnelles » du régime (cadres, APL, ouvriers et paysans modèles), une minorité probablement croissante représente ce que l'on serait tenté d'appeler les « nouvelles élites »⁸. En outre, ce mélange hybride masque d'autres divisions, plus politiques ou fondées sur des conflits d'intérêts économiques qui se sont dans une certaine mesure exprimées lors de l'élection des responsables du pays et qui tendent à relativiser la stabilité des groupes politico-sociaux représentés à l'APN.

Les inattendus des élections

- 13 Sept institutions étatiques virent à la mi-mars 2003 leurs responsables renouvelés : l'APN, la présidence de la République, la Commission militaire centrale, la Cour populaire suprême et le Parquet populaire suprême, le Conseil des affaires de l'Etat et la CCPPC. Les six premières l'étaient sur la base d'un vote de l'ensemble des députés à l'APN. La procédure d'élection resta inchangée : un seul candidat, celui proposé par le PC, était appelé à être élu. La question ne fut donc pas de savoir si un dirigeant serait élu ou pas mais s'il serait plus ou moins bien élu. La seule exception, comme c'est l'habitude depuis 1988, resta le Comité permanent de l'APN, instance pour laquelle, le nombre de candidats fut légèrement supérieur au nombre de postes à pourvoir (167 pour 159 postes). Néanmoins, cette élection à nombre inégal (*cha'e xuanju*) exclut comme auparavant le président, les 15 vice-présidents et le secrétaire général de l'APN qui siègent également au Comité permanent (dont le total passa à 175 membres, contre 155 en 1998)⁹.
- 14 Ces mécanismes si bien contrôlés de décision ont toutefois réservé certaines surprises. Tout d'abord, il est intéressant de noter que, fait sans précédent connu, la procédure même d'élection fut repoussée par 34 députés tandis que 64 autres s'abstinrent (2 795 délégués l'approuvèrent)¹⁰. En outre, pour la première fois, lors du scrutin, les députés furent autorisés à inscrire un autre nom sur leur bulletin, liberté dont une poignée d'entre eux se saisirent¹¹.
- 15 Et surtout, dans l'ensemble le message de ces délégués fut clair : les proches de Jiang Zemin furent mal élus tandis que les partisans de Hu Jintao furent dans l'ensemble plébiscités, traduisant le souhait de la majorité des « élites officielles » du pays de voir le passage du flambeau à la quatrième génération accéléré et les pouvoirs du « groupe de Shanghai » (*Shanghaibang*) et de la « faction de Jiang Zemin » (*Jiangjiaban*) réduits. Leurs vœux seront-ils exaucés ?

Le renouvellement de la direction de l'APN

- 16 Peu de surprise quant au choix du successeur de Li Peng à la présidence de l'APN : comme c'est l'usage depuis 1993, cette fonction est occupée par le deuxième personnage du PC. C'est donc Wu Bangguo, un ancien patron de Shanghai (1991-1995) puis vice-premier ministre proche de Jiang, qui y fut promu, et non Li Ruihuan, président de la CCPPC et candidat favori jusqu'en octobre 2002, contraint de prendre sa retraite de manière prématurée ce mois-là en raison de son opposition ouverte à Jiang (cf. ci-après). Cependant, en dépit de cette coloration politique, les députés soutinrent massivement ce

choix, sans doute en raison à la fois d'une réelle popularité parmi les élites officielles du régime et des pouvoirs, somme toute, limités dont dispose le président de l'APN¹². Deux députés, cependant, lui préférèrent Zhu Rongji et un autre Li Peng¹³. En revanche, Li Tieying, trop représentatif de l'ère désormais révolue de Deng Xiaoping et critiqué pour sa gestion très conservatrice de l'Académie des sciences sociales fut presque aussi mal élu (93,21%) que Ding Shisun, président de la Ligue démocratique, dont le grand âge (76 ans) explique probablement le mauvais score (92,26%). En revanche, Lu Yongxiang, le président de l'Académie des sciences, enregistra un résultat tout à fait honorable (98,71%). A noter également que l'ancien collaborateur de Hu Yaobang puis de Zhao Ziyang dans les années 80 puis responsable du Front uni (relations avec les non-communistes) et de Taiwan, Wang Zhaoguo, le nouveau numéro deux de l'APN, reçut le soutien de la quasi-totalité des députés (99,18%) tandis que le choix du nouveau secrétaire général de cette instance, Sheng Huaren, ancien ministre de l'Economie et du Commerce, semble avoir été plus contesté (95,86%)(cf. tableau 2).

Tableau 2 : La présidence de la Xème Assemblée nationale populaire

	Oui	Non	Abstentions	% de oui
Wu Bangguo (président)	2 918	20	12	98,92
Cheng Siwei*	2 927	11	6	99,42
Ding Shisun*	2 716	141	87	92,26
Gu Xiulian (f.)	2 899	24	21	98,47
He Luli (f.)*	2 926	11	7	99,39
Ismail Amat (Ouzgour)	2 937	5	2	99,76
Jiang Zhenghua*	2 937	4	3	99,76
Li Tieying	2 744	132	68	93,21
Lu Yongxiang	2 906	20	18	98,71
Raidi (Tibétain)	2 929	10	5	99,49
Sheng Huaren (secrétaire général)	2 822	77	45	95,86
Uyunqing (f.) (Mongole)	2 925	12	7	99,35
Wang Zhaoguo	2 920	12	12	99,18
Xu Jialu*	2 928	10	6	99,45
Han Qide	2 925	8	11	99,35
Fu Tieshan	2 902	27	15	98,57

* vice-présidents sortants

NB : Le Comité permanent et la présidence de la Xème APN ont été élus le 15 mars 2003. La présidence est composée du président, des 15 vice-présidents et du secrétaire général de l'APN, désormais également vice-président. Le nombre de suffrages exprimés s'éleva à 2 951. le nombre de suffrages valides s'éleva à 2 950 pour le président et à 2 944 pour les autres membres de la présidence de l'APN. Les pourcentages ont été calculés par les autorités chinoises sur la base du nombre de suffrages valides.

Source : *Wenhuibao*, 16 mars 2003, p. A1.

- 17 Parmi les huit candidats qui ne furent pas élus au Comité permanent, il faut citer Chen Guangyi, ancien chef de l'aviation civile, Liu Jiyuan, le patron de la Société spatiale chinoise et Ruan Chongwu, ancien secrétaire du PC de Hainan et autrefois proche de Hu Yaobang. Si les tragédies aériennes survenues en 2002 peuvent expliquer la défaite du premier, les autres tiennent probablement à la volonté des députés d'intégrer au Comité permanent — une instance plus influente qui se réunit tous les deux mois — plus de sang neuf et en particulier la vingtaine de « jeunes technocrates professionnels » qui furent ajoutés par la direction du PC sur la liste des candidats¹⁴.

La présidence de la République

- 18 Mais c'est l'élection à la présidence et à la vice-présidence de la République qui réserva l'une des plus importantes surprises. De part la Constitution, Jiang, au terme de deux mandats, devait céder sa place. Et en vertu d'un usage qui fut inauguré par Jiang en 1993, seul le nouveau secrétaire général du PC, Hu, pouvait prétendre à la magistrature suprême¹⁵. Le nom du candidat à la vice-présidence, Zeng Qinghong, resta inconnu pendant longtemps en dépit des prédictions, qui se sont révélées justes, faites dès le printemps 2002 par certains organes de presses¹⁶. Et largement honorifique avant 1998 (ainsi le capitaliste rouge Rong Yiren, l'occupa entre 1993 et 1998), le poste de vice-président, dans un but d'ouverture en direction de la société, aurait pu être attribué une nouvelle fois à un non-communiste. Pourtant, dès l'issue du XVIème congrès, il semblait évident que si le PC maintenait la « tradition institutionnelle » inaugurée par Hu en 1998, c'était au numéro 5 du Comité permanent du Bureau politique, donc à Zeng Qinghong que devait revenir cette fonction. En effet, lorsqu'il fut élu vice-président en 1998, Hu était situé à la même place protocolaire, derrière Jiang, Li Peng, le Premier ministre Zhu Rongji et le président de la CCPPC Li Ruihuan. Est-ce à dire que le vice-président de la République est désormais à coup sûr le successeur présumé du chef de l'Etat et du PC ? Quoique l'on puisse penser que derrière ce choix se profile le secret espoir de Jiang de voir Zeng prendre un jour les reines du pays, les jeux sont loin d'être faits. Et les résultats du scrutin de mars 2003 ont dû quelque peu troubler les rêves du vieux Jiang et calmer les ardeurs de l'ambitieux Zeng.
- 19 En effet, tandis que Hu était élu par la quasi-totalité des députés (deux d'entre eux votèrent cependant pour Jiang !), Zeng enregistra le plus mauvais résultat de l'ensemble des dirigeants du PC élus publiquement à des fonctions étatiques cette année : près de 400 voix de défiance, soit un taux d'approbation de 87,54% ! Ce score est à rapprocher de celui enregistré par Li Peng en mars 1993 lorsque celui-ci fut réélu Premier ministre : 2 573 voix pour (88,6%), 210 voix contre et 120 abstentions. A noter également que ce pourcentage est encore plus médiocre que celui obtenu par feu le très conservateur général Wang Zhen lors de son élection à la vice-présidence de la République en 1988 (90% de oui)¹⁷. En outre, un petit nombre de bulletins (27) se portèrent sur d'autres dirigeants, dont Li Changchun, l'ancien secrétaire du Guangdong (6), Zhu Rongji (3) et Li Ruihuan (1). L'annonce de ces résultats insolites déclencha force rires dans l'assemblée, hilarité probablement non partagée par le nouvel élu ni d'ailleurs par Jiang¹⁸. En effet, si ces pourcentages peuvent paraître élevés en démocratie, au sein du système politique chinois, ils traduisent une véritable fronde et sont perçus comme tels tant par les élus que par les électeurs ou le public (cf. tableau 3).
- 20 Ce résultat a sans doute eu un certain nombre de conséquences qui ne sont pas encore toutes perceptibles. Par exemple, l'on peut se demander si le temps important que Zeng consacre aux questions de politique étrangère et de sécurité (Corée du Nord, Taiwan) n'est pas le résultat indirect de cette impopularité sur la scène intérieure. De même, cette impopularité et la crainte que sa grande ambition inspire pourraient expliquer son long silence au cours de l'épidémie de pneumonie atypique, brisé vers la fin avril pour s'exprimer devant l'Ecole centrale du PC dont il est le nouveau directeur¹⁹. Quoiqu'il en soit, en dépit des contraintes du système politique actuel, l'issue de ce scrutin a contribué à sinon fragiliser, du moins « décredibiliser » un peu plus, la position dominante de Jiang et de ses alliés au sein des instances centrales du pays.

La commission militaire centrale

- 21 Il était peu probable que la Commission militaire centrale de l'Etat (CMCE) fût différente de celle du PC (CMCP) : par conséquent, en dépit des espoirs de certains observateurs, la CMCP constituée en novembre 2002 s'est automatiquement transformée en CMCE après que les députés eurent approuvé l'élection de Jiang à sa présidence le 15 mars, et le jour suivant, sur proposition de ce dernier, l'élection des trois vice-présidents et des quatre membres de cette instance (cf. tableau 4).
- 22 L'on sait que, selon le document interne *Disidai* (La quatrième génération), Hu aurait dû succéder à Jiang à la tête de ces deux commissions en novembre et en mars respectivement²⁰. L'on sait aussi qu'il n'en a rien été, soit parce que l'auteur de ce document, connu sous le pseudonyme de Zong Hairen, n'était pas informé des tractations les plus sensibles et donc les plus secrètes qui entouraient la succession de Jiang, soit parce que ce dernier est par la suite revenu sur une décision restée encore à l'état d'ébauche, soit encore parce que cette option n'avait été évoquée par Jiang dans le seul but de tester ses pairs et de mieux apprécier le soutien dont il aurait besoin pour conserver cette position. L'on sait enfin que les projets élaborés en 1998-1999 de création d'un Conseil national de sécurité (CNS) plus à même de gérer les crises internationales et dont Jiang aurait pris la présidence, tout en conservant probablement celle de la CMC, furent provisoirement abandonnés en 2002. Ceux-ci ne permirent que la mise en place, probablement après le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade par les avions de l'OTAN (mai 1999) d'un groupe dirigeant chargé de la sécurité nationale (*guojia anquan lingdao xiaozu*), une structure souple et provisoire principalement destinée à la fois à gérer les crises internationales et à mieux coordonner les décisions en matière diplomatique, militaire et énergétique. Dirigé par Jiang, ce groupe dirigeant regroupait alors, selon certaines sources, plusieurs responsables civils de premier plan, dont Zhu Rongji, Hu Jintao, Wei Jianxing, le chef des organes de la discipline du PC, Qian Qichen, Zeng Qinghong (secrétaire général) et Liu Huaqiu, le directeur du bureau des affaires extérieures du gouvernement²¹. Les difficultés rencontrées dans la définition des attributions respectives du CNS et de la CMC, le refus persistant de Jiang de céder la présidence de la CMC à Hu ainsi que l'introduction d'une réforme fondamentale des instances de décisions en matière de sécurité extérieure dans une période politique aussi délicate suspendirent — du moins pour l'heure — ce projet.

Tableau 3 : Présidence de la République, de la Cour suprême et du Parquet suprême

	Oui	Non	Abstentions	% de oui
Président et vice-président de la RPC				
Hu Jintao	2 937	4	3	99,76
Zeng Qinghong	2 578	177	190	87,54
Président de la Cour populaire suprême				
Xiao Yang	2 799	80	16	95,37
Président du Parquet populaire suprême				
Jia Chunwang	2 807	58	73	95,54

NB : L'élection du président et du vice-président de la République eut lieu le 15 mars 2003, celle du président de la Cour populaire suprême et du Procureur général eut lieu le 16 mars 2003. Le nombre de suffrages valides s'éleva à 2 944 pour le président de la République, 2 945 pour le vice-président, à 2 895 pour le président de la Cour populaire suprême et à 2 938 pour le Procureur général. Les pourcentages ont été calculés par les autorités chinoises sur la base du nombre de suffrages valides. Sources : *Wenhui bao*, 16 mars 2003, p. A1, et 17 mars 2003, p. A18

- 23 Quoiqu'il en soit, au cours de l'été 2002 Jiang imposa à la direction du PC son maintien à présidence de la CMC. Puis, quinze jours avant le congrès, contre toute attente, il contraignit son principal détracteur au sein de la direction, Li Ruihuan, le président de la CCPPC et numéro 4 du régime, à prendre sa retraite à 68 ans. Ce dernier, on l'a vu, devait en principe succéder à Li Peng à la présidence de l'APN. Par cette décision Jiang levait le dernier (modeste) obstacle à sa reconduction à la tête de la CMC.
- 24 Certains délégués de l'Armée à l'APN déclarèrent qu'à la veille du congrès, Jiang proposa aux chefs militaires — et probablement à la CMC — de céder sa place. Ceux-ci auraient refusé en raison de sa « bonne compréhension des affaires militaires et internationales ». Peu crédible, cette information a été livrée au public afin de tenter de justifier le mauvais score enregistré par Jiang (cf. tableau et ci-dessous). Les propos de ces députés contribuaient surtout à accréditer l'idée selon laquelle, pour ce qui concerne la direction de la CMC, la légitimité de la hiérarchie militaire l'emportait sur celle des représentants civils du PC²². Et l'on perçoit bien rétrospectivement que l'ensemble de ces gesticulations autour du départ de Jiang de la CMC n'avaient qu'un caractère tactique. En effet, D'autres sources plus sûres attestent l'hypothèse que Jiang avait bien l'intention de rester. Ainsi, d'après celles-ci, vers la fin du XVIème congrès, le 13 novembre, Jiang aurait au contraire demandé au général Zhang Wannian, vice-président sortant de la CMC, de soumettre au Comité permanent du présidium du congrès réuni à Zhongnanhai une motion proposant de prolonger son mandat à la présidence de la CMC. Cette motion aurait déjà été signée par une vingtaine de dirigeants, tous militaires. Zhang aurait en particulier demandé à Hu de donner son opinion après que plusieurs membres de l'ancienne direction, dont Li Lanqing et militaire à la retraite comme le général Liu Huaqing, eurent approuvé cette proposition : mis au pied du mur, Hu ne put que faire de même. Car constituée en majorité de proches de Jiang, le Comité permanent du présidium du congrès ne pouvait évidemment qu'endosser cette décision, en dépit de l'opposition de quelques dirigeants à la retraite, ou proches de celle-ci, qui y siégeaient (dont Li Ruihuan, Wei Jianxing et Wan Li)²³. Toutefois, restée volontairement secrète en dehors des cercles restreints du pouvoir (probablement le Bureau politique), cette initiative prit au dépourvu de nombreux délégués au XVIème congrès qui en nourrirent un certain ressentiment : si ceux-ci avaient été consultés, ce qui n'a pas été le cas, peut-être le soutien à la reconduction de Jiang dans ces fonctions aurait-il été moins net²⁴.

Tableau 4 : Commission militaire centrale de l'Etat

		Oui	Non	Abstentions	% de oui
Président	Jiang Zemin	2 726	98	122	92,53
Vice-présidents (3)	Hu Jintao	2 928	1	8	99,69
	Guo Boxiong	2 904	14	19	98,88
	Cao Gangchuan	2 717	9	11	99,31
membres (4)	Xu Caihou	2 918	12	7	99,35
	Liang Guanglie	2 926	6	5	99,62
	Liao Xilong	2 923	6	8	99,52
	Li Jinal	2 925	6	6	99,59

NB : L'élection du président de la CMCE eut lieu le 15 mars 2003 et celle des autres membres de la CMCE le 16 mars 2003. Le nombre de suffrages valides s'éleva à 2 946 pour le président de la CMCE et à 2 937 pour les autres membres de la CMCE. Les pourcentages ont été calculés par les autorités chinoises sur la base du nombre de suffrages valides.

Sources : *Wenhuibao*, 16 mars 2003, p. A1, et 17 mars 2003, p. A18

- 25 Les résultats de l'élection de la CMCE en sont en quelque sorte la preuve *a posteriori*. Quoique les deux instances soient distinctes, elle se chevauchent largement : en effet, les délégués au congrès du PC et à l'APN sont souvent — dans une proportion qu'il serait utile de préciser mais que l'on peut estimer aux deux tiers — les mêmes responsables nationaux et locaux.
- 26 Or, plus de 200 des quelque 2 946 députés qui prirent part au vote refusèrent d'appuyer l'élection de Jiang (92,53% de oui). En outre, 36 députés demandèrent à Hu de présider cette instance tandis que deux autres inscrivirent le nom de Zhu Rongji sur leur bulletin²⁵. Le lendemain, en revanche, Hu était réélu à la vice-présidence de la CMCE à la quasi-unanimité des suffrages exprimés (99,69%). Tous militaires, les autres membres de la CMCE ne firent pas l'objet d'oppositions notables : les quelques non ou abstentions supplémentaires qui se portèrent sur les généraux sortants (et les plus âgés) ne sont pas réellement significatifs.
- 27 Ces résultats peuvent-ils accélérer le départ de Jiang de cette instance ? Probablement pas. Seules les véritables intentions de l'intéressé et sa capacité à continuer à les imposer au reste de la nouvelle direction du PC — il compte au moins cinq alliés sûrs (sur neuf membres) au sein du nouveau Comité permanent du Bureau politique — sont susceptibles de raccourcir un mandat fixé en principe à cinq ans (2003-2007). Entre 1989 et 1999, Jiang était le seul civil à siéger au sein de la CMC. Depuis, son successeur y est à ses côtés. Cette configuration peut être perçue comme transitoire²⁶. Mais l'on est aussi en droit de penser qu'elle servira de précédent à un autre modèle de succession selon lequel Hu deviendrait, au moment accepté par Jiang et la majorité de la direction, président de la CMC et Zeng, le vice-président de la République, lui succéderait dans la position de premier vice-président de cette instance...²⁷
- 28 En d'autres termes, le jeu reste ouvert.
- La Cour populaire suprême et le Parquet populaire suprême
- 29 Formellement responsables devant l'APN, la Cour suprême et le Parquet suprême ainsi que leur rapport d'activité ont été une fois encore l'objet de vives critiques non seulement de ce que l'on pourrait appeler le groupe « sécuritaire » du Parlement mais aussi d'un

grand nombre de députés inquiets de l'impuissance et des dysfonctionnements de ces deux institutions, et en particulier de la seconde²⁸.

- 30 Pour ce qui concerne l'élection de leur principal responsable, la situation se présentait différemment à la Cour et au Parquet. Xiao Yang, le président de Cour suprême depuis 1998, demandait à voir son mandat prolongé d'une nouvelle période de cinq ans. En revanche, Han Zhubin, l'incompétent procureur général — il était avant 1998 ministre des Chemins de fer, se retirait après un seul mandat pour céder la place à Jia Chunwang, l'ancien ministre de la Sécurité d'Etat (1993-1998) puis de la Sécurité publique (1998-2002).
- 31 Ministre de la Justice avant 1998 et bon juriste, Xiao Yang fut réélu avec un score somme toute honorable (95,37%) au regard de la vigueur des critiques émises contre le mauvais fonctionnement des tribunaux²⁹. Quant à Jia (95,54%), il fit l'objet d'une opposition certes bien moins importante que son prédécesseur (65% de oui en 1998) mais significative dans le système chinois en raison probablement de son profil d'ancien patron des services secrets puis de la police et du rôle actif qu'il joua dans la répression du Falungong, autant de compétences qui le préparent plus à réprimer qu'à faire valoir les droits des accusés devant les parquets du pays.

Le Conseil des affaires de l'Etat

- 32 Le renouvellement des responsables du gouvernement central a été nettement moins contesté. Comme il s'y était engagé en 1998, Zhu Rongji (74 ans), le Premier ministre sortant, se retirait après un seul mandat (aux termes de la Constitution, il aurait pu, comme son prédécesseur Li Peng, prétendre à un second mandat). Choisi par lui, son successeur Wen Jiabao n'est pas un proche de Jiang. Ayant jusqu'au massacre de Tiananmen étroitement travaillé avec Zhao Ziyang au sein du Secrétariat central du PC, il survécut aux soubresauts politiques consécutifs à cette crise, probablement plus en raison de sa faible coloration factionnelle que du fait de l'autocritique qu'il accepta de faire ou du profil bas qu'il conserva pendant plusieurs années³⁰. Promu vice-premier ministre en 1998 par Zhu qui l'avait auparavant chargé des dossiers agricoles, il fut dès 2000 préféré par ce dernier pour lui succéder à deux favoris de Jiang : Wu Bangguo, perfidement sacrifié par Zhu qui lui confia la mission impossible de réformer les entreprises d'Etat, et Li Changchun, contesté pour sa gestion du Guangdong. Homme de consensus à la voix calme et posée, désireux d'apparaître comme proche des gens, et en particulier des démunis de la croissance, fort de son expérience des régions pauvres du pays, notamment le Gansu, Wen est populaire au-delà des cercles officiels. Mais il est important aussi qu'il le soit au sein de ces derniers ! Et le score qu'il enregistra à l'APN, lors de son élection à la tête du gouvernement le 16 mars, tend à le démontrer : de fait, il obtint un taux de soutien plus élevé encore que son prédécesseur (99,35 % contre 98%), dont le caractère tranchant et parfois autoritaire lui attirèrent par la suite beaucoup d'inimitiés.

Tableau 5 : Le Conseil des affaires de l'Etat

		Oui	Non	Abstentions	% de oui
Premier ministre	Wen Jiabao	2 906	3	16	99,35
Vice-premiers ministres (4)	Huang Ju	2 693	161	81	91,75
	Wu Yi (1)	2 901	18	16	98,84
	Zeng Peiyan	2 861	53	21	97,48
	Hui Liangyu	2 861	41	33	97,48
Conseillers d'Etat (5)	Zhou Yongkang	2 876	39	20	97,99
	Cao Gangchuan	2 908	14	13	99,08
	Tang Jiaxuan	2 815	77	43	95,91
	Hua Jianmin	2 759	104	72	94,00
	Chen Zhili (1)	2 577	240	118	87,80
Secrétaire général (cumul)	Hua Jianmin	2 793	83	59	95,16
Ministre des Affaires étrangères	Li Zhaoxing	2 897	21	17	98,71
Ministre de la Défense nationale (cumul)	Cao Gangchuan	2 909	15	11	99,11
Président de la commission chargée du Développement et des Réformes**	Ma Kai	2 884	34	17	98,26
Ministre de l'Éducation	Zhou Ji	2 860	43	32	97,44
Ministre de la Science et de la Technologie	Xu Guanghua*	2 897	20	18	98,71
Président de la commission scientifique, technique et industrielle pour la Défense nationale	Zhang Yunchuan	2 920	10	5	99,49
Président de la commission d'Etat aux Nationalités	Li Dezhu*	2 928	7	0	99,76
Ministre de la Sécurité Publique (cumul)	Zhou Yongkang*	2 872	47	16	97,85
Ministre de la Sécurité d'Etat	Xu Yongyue*	2 902	21	12	98,88
Ministre du Contrôle	Li Zhilun	2 918	10	7	99,42
Ministre des Affaires Civiles	Li Xueju	2 916	12	7	99,35
Ministre de la Justice	Zhang Fusen*	2 909	19	7	99,11
Ministre des Finances	Jin Renqing	2 854	62	19	97,24
Ministre du Personnel	Zhang Bailin	2 912	16	7	99,22
Ministre du Travail et de la Sécurité sociale	Zheng Silin	2 894	27	14	98,60
Ministre des Terres et des Ressources naturelles	Tian Fengshan*	2 897	26	12	98,71
Ministre de la Construction	Wang Guangtao*	2 922	8	5	99,56
Ministre des Chemins de fer	Liu Zhijun	2 903	21	11	98,91
Ministre des Communications	Zhang Chunxian*	2 912	18	5	99,22
Ministre des Industries de l'Information et des Télécommunications	Wang Xudong	2 846	61	28	96,97
Ministre des Ressources hydrauliques	Wang Shucheng*	2 921	10	4	99,52
Ministre de l'Agriculture	Du Qinglin*	2 904	20	11	98,94
Ministre du Commerce**	Lu Fuyuan	2 906	19	10	99,01
Ministre de la Culture	Sun Jiazheng*	2 882	36	17	98,19
Ministre de la Santé	Zhang Wenkang* (1)	2 822	85	28	96,15
Président de la Commission d'Etat à la population et à la Planification des Naissances**	Zhang Weijiang*	2 922	11	2	99,56
Gouverneur de la Banque populaire de Chine	Zhou Xiaochuan (2)	2 722	164	49	92,75
Président de l'Administration générale de Contrôle des Comptes	Li Jinhua*	2 904	20	11	98,94

* Responsables reconduits dans leurs fonctions en mars 2003. Les autres membres du gouvernement ont tous été promus en mars 2003.

** Administration nouvelle ou restructurée.

(1) Zhang fut démis de ses fonctions le 20 avril 2003 et remplacé par Mme Wu Yi, vice-premier ministre.

(2) Zhou Xiaochuan a été nommé en décembre 2002.

NB : Le Premier ministre fut élu le 16 mars 2003. Le nombre de bulletins valides s'éleva à 2 925. Les autres membres du gouvernement furent élus le 17 mars 2003. Le nombre de bulletins valides s'éleva à 2 935. Les pourcentages d'approbation ont été calculés par les autorités chinoises sur la base du nombre de bulletins valides.

Sources : *Wenhui bao*, 17 mars 2003, p. A18 ; *Mingbao*, 18 mars 2003, p. A22.

Tableau 6 : La présidence de la Conférence Consultative politique du peuple chinois

	Oui	Non	Abstentions	% de oui
Jia Qinglin (Président)	1 990	79	76	92,77
Vice-présidents (24):				
Abulahat Abdurixit (Ouïgour)	2 142	1	2	99,86
Ba Jin	1 936	122	87	90,26
Bai Lichen*	2133	10	2	99,44
Chen Kuiyuan	2 096	40	9	97,72
Ding Guangxun*	2138	6	1	99,67
Hao Jianxiu (f.)	2106	28	11	98,18
Henry Fok Ying-tung (Huo Yingdong)*	2135	7	3	99,53
Huang Mengfu	2136	5	4	99,58
Li Guixian*	2 049	53	43	95,52
Li Meng	2121	19	5	98,88
Li Zhaozhao (Zhuang)	2126	14	5	99,11
Liao Hui	2115	22	8	98,60
Liu Yandong (f.)	2108	21	16	98,28
Luo Haocai*	2 141	4	0	99,81
Ma Man-Kei (Ma Wanqi)*	2133	4	8	99,44
Ngapoi Ngawang Jigme* (Tibétain)	2110	22	13	98,37
Pagbalha Geleg Namgyai (Tibétain)	2133	7	5	99,44
Wang Xuan	2130	9	6	99,30
Wang Zhongyu	2115	23	7	98,60
Xu Kuangdi	2123	9	13	98,97
Zhang Huaixi	2120	15	20	98,83
Zhang Kehui*	2138	6	1	99,67
Zhang Siqing*	2122	15	8	98,93
Zhou Tienong*	2132	6	7	99,39
Secrétaire général:				
Zheng Wantong*	2142	8	1	99,86

* Responsables sortants de la CCPPC.

NB : L'élection de la présidence de la CCPPC eut lieu le 13 mars 2003. 2 152 membres de la CCPPC ont pris part au vote. Le nombre de bulletins valides s'éleva à 2 145. Les pourcentages d'approbation ont été calculés par les autorités chinoises sur la base du nombre de bulletins valides. En mars 2003, le nombre de vice-présidents est passé de 31 à 24 ; 13 d'entre eux sont non-communistes (contre 16 en 1998) et 11 appartiennent au PC (contre 15 en 1998).

Source : *Mingbao*, 14 mars 2003, p. A19 ; *Wenhuibao*, 11 mars 2003, p. A4.

- 33 Le lendemain eut lieu l'élection des autres membres du Conseil des affaires de l'Etat (CAE) : les quatre vice-premiers ministres, les cinq conseillers d'Etat dont le secrétaire général (ces neuf responsables constituant avec le Premier ministre le Comité permanent ou exécutif du CAE), ainsi que les 28 présidents de commission et ministres d'un nouveau gouvernement central à voilure légèrement plus réduite (une commission en moins). Là aussi, si la plupart des nouveaux membres du cabinet furent élus sans anicroches, quelques surprises nous furent réservées. Pourtant, échaudé par les mauvais résultats enregistrés par Zeng Qinghong et par lui-même, Jiang aurait demandé à Wu Bangguo de mobiliser les parlementaires dont on a vu que la plupart appartiennent au PC et sont donc en principe soumis à sa discipline de vote³¹. Or, rien n'y fit. Une fois encore les responsables les plus nettement liés à Jiang furent visiblement contestés. Ce fut le cas de l'ancien patron de Shanghai (1994-2002) et vainqueur au printemps 2002 du populaire (du moins auprès des hommes d'affaires étrangers) Xu Kuangdi, Huang Ju (91,75%), qui remplaça Li Lanqing dans les fonction de premier vice-premier ministre « protocolaire », c'est-à-dire sans attributions particulières mis à part celle de surveiller Wen pour le compte de Jiang. Ce fut aussi le sort réservé par les députés à Mme Chen Zhili (87,80%), autre membre de la « bande de Shanghai » — elle dirigea le bureau de propagande du PC de cette ville pendant les années 90 — promue en 1998, en dépit de son incompétence, ministre de l'Education et désormais conseillère d'Etat responsable de ce secteur ainsi que

de la culture (cf. tableau 5). Le nouveau et puissant secrétaire général du Conseil des affaires de l'Etat, Hua Jianmin, dont on dit qu'il est l'œil de Jiang au sein de cette instance, enregistra également un score plus médiocre que la moyenne (94%) : après avoir été en charge de la planification économique à Shanghai au début des années 90, Hua fut appelé à Pékin par Jiang qui le fit nommer secrétaire général-adjoint du puissant groupe dirigeant du PC chargé des finances et de l'économie³². Tang Jiaxuan, qui succéda à Qian Qichen comme conseiller d'Etat chargé de superviser la politique étrangère, est aussi à verser dans cette catégorie.

- 34 Parmi les ministres, l'élection de deux proches de Jiang ou de Zeng Qinghong — Zhang Wenkang et de Wang Xudong — fut quelque peu contestée. En effet, ancien médecin (militaire) personnel de Jiang devenu ministre de la Santé en 1998, Zhang enregistra l'un des moins bons résultats de l'ensemble des 28 ministres (96,15% et en 27^{ème} position). En dépit du rôle actif et positif qu'il joua dans la levée du voile du secret et de l'ignorance qui recouvrait l'épidémie de Sida par transfusions sanguines au Henan, Zhang payait probablement là le prix de sa relation privilégiée avec l'ancien secrétaire général. Avant d'en payer un beaucoup plus lourd le 20 avril lorsqu'il fut démis de ses fonctions à la suite de la propagation à Pékin de l'épidémie de SRAS, pour avoir pendant trop longtemps fidèlement exécuté une politique mensongère, voire criminelle, décidée par les plus hautes instances du PC et que seules les pressions de l'Organisation Mondiale de la Santé et les contraintes de la globalisation parvinrent à remettre en cause.
- 35 Quant à Wang Xudong (96,97% de oui, en 26^{ème} position), son relativement faible résultat est probablement autant dû à sa mauvaise connaissance du secteur important et sensible dont il est désormais en charge — l'industrie de l'information — qu'à ses relations étroites avec Zeng Qinghong³³.
- 36 En revanche, les proches de Zhu Rongji, tels Mme Wu Yi, devenue après le 20 avril, à la faveur de cette même épidémie de pneumonie atypique, super-coordinatrice de la lutte contre ce fléau et ministre (provisoire) de la Santé, ou Ma Kai, le président de la nouvelle grande commission d'Etat chargé du Développement et des Réformes, ne faisaient l'objet d'aucune opposition notable. Le seul partisan de Zhu à avoir été quelque peu contesté fut Zhou Xiaochuan, le nouveau président de la Banque populaire de Chine, qui enregistra le deuxième plus mauvais résultat (92,75%) après Huang Ju. A cela, deux explications peuvent être avancées. D'une part, il est possible qu'un certain nombre de députés aient tenu rigueur à Zhou de sa gestion, peu profitable aux actionnaires, de la Commission de régulation de la bourse qu'il dirigea de 2000 à 2002. D'autre part, en dépit de ses bonnes relations avec Zhu, Zhou est aussi un proche de Jiang : son père, Zhou Jiannan, était en effet le supérieur direct du futur numéro un chinois lorsque celui-ci travaillait au sein du ministère de l'Industrie mécanique...

Les dirigeants issus du 16^{ème} Congrès du Parti communiste chinois (novembre 2002)

Secrétaire général du Comité central du PC chinois		
Hu Jintao		
Membres du Comité permanent du Bureau politique (9)		
Hu Jintao	Wu Bangguo	Wen Jiabao
Jia Qinglin	Zeng Qinghong	Huang Ju
Wu Guanzheng	Li Changchun	Luo Gan
Membres du Bureau politique (24 + un suppléant)		
Wang Lequan	Wang Zhaoguo	Hui Liangyu
Liu Qi	Liu Yunshang	Li Changchun
Wu Yi	Wu Bangguo	Wu Guanzheng
Zhang Lichang	Zhang Dejiang	Chen Liangyu
Luo Gan	Zhou Yongkang	Hu Jintao
Yu Zhengsheng	He Guoqiang	Jia Qinglin
Guo Boxiong	Huang Ju	Cao Gangchuan
Zeng Qinghong	Zeng Peiyan	Wen Jiabao
Membre suppléant du Bureau politique		
Wang Gang		
Membres du Secrétariat du Comité central du PC chinois		
Zeng Qinghong	Liu Yunshan	Zhou Yongkang
He Guoqiang	Wang Gang	Xu Caihou
	He Yong	
Commission militaire du Comité central du PC chinois		
Président		
Jiang Zemin		
Vice-présidents		
Hu Jintao	Guo Boxiong	Cao Gangchuan
Membres		
Xu Caihou	Liang Guanglie	Liao Xilong
Li Jinai		

- 37 Cela étant dit, si le Conseil des affaires de l'Etat ne compte qu'environ un tiers de ministres proches de Jiang, son Comité permanent, c'est-à-dire sa tête, reste dominé par les partisans de ce dernier. Wen n'y possède que Mme Wu Yi comme alliée. Outre Huang Ju, Hua Jianmin et Chen Zhili, Jiang peut aussi compter sur Zeng Peiyan, Hui Liangyu, Zhou Yongkang, le général Cao Gangchuan, le nouveau ministre de la Défense, et Tang Jiaxuan pour faire pencher les décisions prises par cette instance — principalement de nature économique et sociale — dans le sens qu'il souhaite. En effet, ancien président de la commission d'Etat au Développement et au Plan (1998-2003) et désormais coordonnateur de l'ensemble des dossiers financiers et économiques au CAE, Zeng travailla étroitement avec Jiang au sein de l'industrie électronique. Secrétaire du PC du Jiangsu jusqu'en décembre 2002 et maintenant chargé des questions agricoles au sein du CAE, Hui — dont les compétences sont reconnues et la bonne collaboration avec Zhu et Wen est avérée — est aussi de plus en plus perçu comme appartenant à la faction de Zeng Qinghong qui aurait favorisé sa carrière, au même titre qu'un bon tiers des membres du nouveau Bureau politique : Liu Yushan (propagande), He Guoqiang (organisation), Wang Gang (affaires générales), Zhang Deqiang (Guangdong), Chen Liangyu (Shanghai) et Zhou Yongkang (sécurité publique)³⁴. Certes, le nouveau ministre de la Sécurité publique et ex-patron du Sichuan Zhou Yongkang a dû aussi donner un certain nombre d'assurances à la faction de Li Peng pour accéder à cette fonction et surtout, en décembre 2002, à la présidence de la puissante Commission politique et judiciaire du PC, précédemment dirigée par Luo Gan, un partisan de Li³⁵. Mais cette promotion n'aurait pas été possible sans l'accord de Jiang, qui apprécia sa répression efficace du Falungong au Sichuan, et le soutien actif de Zeng, dont Zhou est proche en raison d'un long passage commun dans l'industrie pétrolière, alors contrôlée par Yu Qiuli. En outre, d'après certaines sources, Zhou serait le beau-frère de Zeng, dont il aurait épousé en 1981 la sœur cadette³⁶.

La direction centrale du PC chinois présentée en fonction des affiliations institutionnelles des dirigeants

Le Comité permanent du Bureau politique (9) Hu Jintao (1942) Secrétaire général du Comité central du PC chinois, vice-président permanent de la Commission militaire centrale et président de la République. Wu Bangguo (1941) Président de l'Assemblée nationale populaire. Wen Jiabao (1942) Premier ministre. Jia Qinglin (1940) Président de la Conférence consultative politique du Peuple chinois. Zeng Qinghong (1939) Membre (et numéro 2) du Secrétariat du Comité central, vice-président de la République. Huang Ju (1938) Premier vice-premier ministre. Wu Guanzheng (1938) Secrétaire de la Commission centrale de contrôle de la discipline du PC chinois. Li Changchun (1944) À pris en charge les dossiers de la propagande et de la culture. Luo Gan (1937) À en charge les affaires de police et de justice.	Autres membres du Bureau politique (16) Responsables provinciaux (6) Chen Liangyu (1946) Secrétaire du comité du PC de Shanghai. Liu Qi (1942) Secrétaire du comité du PC de Pékin. Wang Lequan (1944) Secrétaire du comité du PC du Xinjiang. Yu Zhengsheng (1945) Secrétaire du comité du PC du Hubei. Zhang Dejiang (1946) Secrétaire du comité du PC du Guangdong. Zhang Lichang (1939) Secrétaire du comité du PC de Tianjin. Organes du Comité central du PC (3) He Guoqiang (1943) Directeur du Département de l'Organisation du Comité central. Liu Yunshan (1947) Directeur du Département de la Propagande du Comité central. Wang Gang (1942) Directeur du Département des Affaires générales du Comité central. Conseil des affaires de l'Etat (4) Hui Liangyu (1944) Vice-premier ministre chargé des dossiers agricoles ; ancien secrétaire du comité du PC du Jiangsu. Wu Yi (1938) Vice-premier ministre chargée notamment des relations économiques extérieures et de la santé. Zeng Peiyan (1938) Vice-premier ministre chargé des finances et de l'industrie ; ancien président de la Commission d'Etat au Développement et à la Planification. Zhou Yongkang (1942) Président de la Commission politique et judiciaire du Comité central, Conseiller d'Etat, ministre de la Sécurité publique et membre du Secrétariat du Comité central ; ancien secrétaire du comité du PC du Sichuan. Armée populaire de libération (2) Cao Gangchuan (1935) Vice-président de la Commission militaire du Comité central, ministre de la Défense nationale. Guo Boxiong (1942) Vice-président permanent de la Commission militaire du Comité central. Assemblée populaire nationale (1) Wang Zhaoguo (1941) Vice-président de l'Assemblée populaire nationale ; ancien directeur du Département du Front uni du Comité central.
Commission militaire du Comité central du PC (8) Président Jiang Zemin Vice-présidents (3) Hu Jintao Guo Boxiong (vice-président permanent) Cao Gangchuan Ministre de la Défense nationale. Membres (4) Xu Caihou Directeur du Département politique général de l'APL. Liang Guanglie Chef d'état-major général de l'APL. Liao Xilong Directeur du Département général de logistique de l'APL. Li Jinai Directeur du Département général de l'Armement de l'APL.	

- 38 Enfin, Mme Wu Yi et un autre tiers des nouveaux ministres sont plus proches de Zhu Rongji que de Wen ou même de Hu Jintao. Dans un tel contexte politique-institutionnel, Wen n'avait guère d'autres choix que de s'appuyer sur Wu Yi pour diriger la lutte contre le SRAS. Et plus généralement, il lui faudra renforcer son alliance avec les ministres restés fidèles à Zhu s'il veut que le Conseil des affaires de l'Etat se mette au service des réformes qu'il aura, en collaboration avec Hu, décidées³⁷. Les résultats des scrutins des 16 et 17 mars auront probablement encouragé Wen à consolider le tandem qu'il forme avec le nouveau secrétaire général-président. Mais ils l'inciteront aussi à se méfier des possibles contre-offensives de Jiang et de ses partisans³⁸.

La CCPPC

- 39 Composée aux deux tiers de non-communistes et de personnalités de la « société civile officielle », pourrait-on dire, la CCPPC est une sorte de Sénat chinois dont le rôle consultatif est particulièrement limité. Symbole du front uni entre le PC et les huit « partis démocratiques » qui y sont largement représentés, la CCPPC fait aussi office une fois par an de haut-parleur des problèmes que connaît le pays. Choisis par le Département de Front uni du PC dont le directeur est toujours vice-président et le vrai numéro deux de cette instance (aujourd'hui Liu Yandong), les membres de la CCPPC regroupent des personnalités aussi diverses que l'écrivain Ba Jin, le milliardaire pro-communiste de Hong Kong Henry Fok ou l'actrice Gong Li, toujours largement photographiée à chaque réunion annuelle de cette assemblée.
- 40 Comme le protocole du Parti-Etat l'exige, le numéro 4 du Comité permanent du Bureau politique et du régime, Jia Qinglin, fut donc désigné pour succéder à la présidence de cette instance au malheureux Li Ruihuan qui, contrairement aux autres membres partants de la

direction chinoise, ne fut pas autorisé à proposer son successeur³⁹. La promotion de Jia à la direction suprême du PC et sa nomination à la tête de la Xème CCPPC (2 238 membres) ne furent pas sans susciter de nombreuses critiques à la fois en Chine et à l'étranger : en effet, quel message Jiang Zemin entendait-il convier en promouvant à la présidence de l'institution du pays la plus ouverte sur l'extérieur du PC et les élites du pays l'un de ses alliés les plus lourdement soupçonnés de corruption ? En effet, secrétaire du Fujian (1996-2000) où, qui plus est, sa femme, Lin Youfang, dirigeait le commerce extérieur de la province, au moment du grand scandale de contrebande Yuanhua (coût : 6 milliards de dollars américains pour l'Etat), Jia fut promu numéro un de Pékin par un Jiang désireux de renforcer ses appuis dans la capitale. Protégé par ce dernier lorsque les responsables de ce commerce illégal furent incriminés (dont Li Jizhou, l'ancien vice-ministre de la Sécurité publique et Lai Changxin, l'homme d'affaires véreux réfugié au Canada), Jia n'en a pas moins mauvaise réputation en Chine. C'est pourquoi son élection à la présidence de la CCPPC, le 13 mars, était attendue avec une certaine impatience.

41 Le résultat de cette élection ne fut pas aussi négatif que certains l'espéraient et d'autres le craignaient. Il est vrai qu'avec 92,77% des suffrages exprimés (1990 sur 2152), Jia était le plus mal élu des dirigeants de cette instance, à l'exception de Ba Jin (98 ans), dont le grand âge et l'invalidité explique probablement le médiocre résultat (90,26%, cf. tableau 6). Mais Jia était finalement mieux élu que Zeng et pratiquement aussi bien que Jiang. Composée d'un plus grand nombre de non-communistes, la CCPPC fut-elle plus indulgente que l'APN l'aurait été à l'égard de Jia ? Difficile à dire⁴⁰. L'on peut plutôt penser que l'enjeu de cette élection était moins important que celle de Zeng. Jia (62 ans) reste un protégé de Jiang mais son transfert à la CCPPC constitue plus une retraite honorable accordée à un fidèle qu'un tremplin permettant d'accéder à de plus importantes responsabilités.

42 Certains membres de la direction de la CCPPC furent en revanche mieux élus : ce fut le cas du malchanceux ex-maire de Shanghai Xu Kuangdi, de l'ancien secrétaire général du gouvernement de Zhu Rongji, Wang Zhongyu, et même du nouveau président de l'Académie des sciences sociales Chen Kuiyuan et de Liu Yandong, l'œil du PC au sein de cette institution.

Et après ?

43 L'on dit que ces résultats plongèrent Jiang dans une colère qui dura trois jours. En dépit du faible degré d'amplitude entre les divers scores, pour les partisans comme les détracteurs de l'ancien secrétaire général, le message apparut particulièrement clair. Jiang s'en prit aux « interférences extérieures » et à la propagation pernicieuse de la notion, fautive à ses yeux, de « bande de Shanghai », en dépit du favoritisme évident dont bénéficièrent les responsables qui travaillèrent avec lui dans cette métropole⁴¹. Il aurait ensuite demandé au Secrétariat central du PC, et en particulier à Liu Yunshang, He Guoqiang et Wang Gang, trois hommes de Zeng Qinghong, de renforcer la propagande favorable à l'égard des dirigeants mal élus, notamment de Zeng, Jia Qinglin, Huang Ju et Chen Zhili⁴². Pour ce qu'elle vaut, cette instruction contribue à renforcer les lignes de fractures évidentes que ces élections ont laissé transparaître. Elle augure mal de la capacité de la direction du PC à rester unie jusqu'au prochain congrès en 2007, et pourrait à terme modifier la nouvelle répartition des tâches entamée lors du XVIème congrès et que les réunions et de l'APN et de la CCPPC sont venues confirmer. Pourtant, en même temps ces élections reflètent un certain degré d'institutionnalisation du système politique actuel.

Une nouvelle répartition des tâches

- 44 L'implication la plus importante de ces réunions est que Jiang Zemin est encore le numéro un chinois et ses partisans dominent les centres de pouvoirs essentiels du PC et de l'Etat. Cependant, cette évidence doit être immédiatement nuancée non seulement en raison de la grogne et contestation manifestée par les députés mais aussi et surtout du fait de la répartition des tâches entre les principaux dirigeants du pays.
- 45 Si dans les domaines stratégiques et de politique étrangère, les prérogatives de Jiang restent importantes et l'influence de Zeng Qinghong va croissante, en politique intérieure le tandem Hu Jintao-Wen Jiabao se trouve en première ligne. La gestion de l'épidémie de pneumonie atypique en est, nous allons le voir, une claire illustration.
- 46 Officiellement, en tant que président de la République et surtout secrétaire général du PC, Hu devrait diriger l'élaboration et la mise en œuvre de la politique internationale du pays. De fait, depuis le 16 mars, c'est lui qui prend le téléphone lorsqu'un chef d'Etat étranger entend communiquer rapidement et au plus haut niveau avec le pouvoir chinois⁴³. Et il est avéré que Hu a également obtenu la présidence du groupe dirigeant du PC sur la sécurité nationale. Néanmoins, en mai 2003, Jiang n'aurait pas encore transféré à Hu la présidence de deux autres groupes dirigeants, celui sur la politique étrangère et enfin celui sur Taiwan. D'après certaines informations, ce transfert devrait intervenir dans les mois qui viennent.
- 47 Quoi qu'il en soit, la composition de ces groupes laisse apparaître une forte présence, voire une domination des proches de Jiang. C'est le cas du groupe sur la politique étrangère, qui reste probablement aujourd'hui le plus important des trois. En effet, y siègent Zeng Qinghong, Tang Jiaxuan et Li Zhaoxing, le nouveau ministre des affaires étrangères. En revanche, la présence de Wu Yi n'y semble pas encore assurée, quoique certaines informations aient indiqué qu'elle serait responsable, au Bureau politique, du groupe dirigeant chargé de Hong Kong et de Macao auquel appartiendrait également Zeng et Tang. Plus important, après l'APN, Zeng a été promu vice-président des deux autres groupes dirigeants dont il était auparavant secrétaire général. En l'absence de Conseil national de sécurité (cf. supra), le groupe dirigeant sur la sécurité nationale constitue une structure de délibération et de décision dont le rôle mérite d'être suivi de prêt⁴⁴. En effet, cette structure pourrait permettre à Hu d'asseoir plus rapidement et fermement son rôle en matière de sécurité extérieure. Et à terme, il pourrait se muer en CNS et supplanter la Commission militaire centrale, en particulier dans le domaine de la gestion des crises internationales — évidemment après que Jiang aura accepté de prendre sa retraite, peut-être à mi-parcours entre le 16^{ème} et le 17^{ème} congrès.
- 48 Ainsi, poussé par Jiang et tirant parti des prérogatives que la Constitution donne au vice-président de la République — assister le président dans son travail (art. 82), Zeng est parvenu à renforcer ses pouvoirs en matière de politique étrangère et de sécurité. S'il suit désormais l'ensemble des dossiers, il continue de se montrer particulièrement actif sur les questions asiatiques, en particulier Taiwan et surtout la crise entre la Corée du Nord et les Etats-Unis⁴⁵.
- 49 Enfin, Zeng possède un certain nombre de liens dans l'APL qui pourraient lui permettre d'étendre son influence au sein de ces groupes dirigeants ou même de la CMC. Fils de Zeng Shan (1899-1972), un ancien cadre du Soviet du Jiangxi devenu dans les années 60 ministre des Transports, et de Deng Liujin (née en 1911), l'une des rares femmes à avoir participé à la « Longue Marche », Zeng est un enfant du sérail. Formé à l'Institut de

technologie de Pékin, il commença sa carrière dans l'industrie militaire puis la poursuivit sous la protection de Yu Qiuli, qui dans les années 80 dirigea le Département politique de l'APL. L'on dit que c'est Zeng, qui aida Jiang dans les années 90 à établir de bonnes relations avec la haute hiérarchie militaire et à convaincre Deng Xiaoping de se débarrasser des frères Yang (Yang Shangkun et Yang Baibing). En outre, la famille de Zeng reste très présente dans l'Armée : sa sœur, le général de brigade Zeng Haisheng, et ses deux frères cadets sont des officiers de carrière. Et la première (qu'il fit élire à l'APN...) est aujourd'hui directrice du Département des affaires générales de l'état-major général, un poste clé dont Zeng Qinghong pourrait tirer profit à l'avenir⁴⁶.

- 50 Quand Jiang Zemin aura quitté l'ensemble de ces groupes dirigeants, il restera en mesure d'exercer sa prééminence dans ces domaines de deux manières. D'une part, sa position de président de la CMC lui permet de maintenir une emprise directe sur l'Armée et « d'écouter la politique derrière les canons » (*chuiqiang tingzheng*) pour reprendre l'expression utilisée par un article du *Xinbao*⁴⁷. En outre, depuis le XVIème congrès, il est informé de droit de l'ensemble des délibérations du Bureau politique (et de son Comité permanent) et reste consulté sur toutes les décisions importantes, dont on peut penser en outre qu'elles ne sont pas mises en oeuvre sans son aval⁴⁸. D'autre part, Jiang s'appuie sur un certain nombre de dirigeants de confiance pour exercer son contrôle sur le nouveau tandem au pouvoir. Zeng est le plus important d'entre eux en matière de politique internationale.
- 51 Par conséquent, dans ce domaine, l'affirmation du pouvoir de Hu Jintao et de ses alliés demeurera, dans un avenir prévisible, sérieusement contrariée. Cela ne signifie pas que s'il avait plus les mains libres en politique étrangère, Hu y introduirait d'importants changements. L'on peut penser que sur les dossiers essentiels — relations avec les Etats-Unis et le Japon, Taiwan, Corée du Nord, Irak — une large convergence de vues continue d'exister dans l'ensemble plus compréhensive à l'égard de Washington que, par exemple, la France ou l'Allemagne. Et ce consensus contribue à atténuer les rivalités de pouvoir qui se sont fait jour dans ce domaine. Toutefois, ces dernières existent bel et bien et peuvent à terme favoriser des conflits ouverts.
- 52 En politique intérieure, la situation semble meilleure pour l'équipe Hu-Wen et c'est probablement le terrain sur lequel celle-ci tentera de renforcer son influence, comme l'a montré sa gestion de l'épidémie de pneumonie atypique.
- 53 Certes, on l'a vu, les partisans de Jiang dominent les instances suprêmes et le rôle de Zeng y est également important. Ainsi, la majorité des membres du Bureau politique (environ 17 sur 25) comme son Comité permanent (au moins cinq sur neuf) sont proches de Jiang, et souvent aussi directement liés à Zeng. Et ce sont ces instances qui arrêtent les décisions les plus importantes. Si leurs réunions ne sont pas toujours annoncées, renouant avant une politique adoptée par Zhao Ziyang en 1987 et abandonnée après Tiananmen, elles le sont plus souvent depuis le XVIème congrès et tendent à refléter une plus grande fréquence de celles-ci. Ne cherchant pas à se couper du reste de la direction, Hu et Wen ont tout intérêt à faire endosser le plus grand nombre de décisions possibles par ces instances, notamment en y systématisant les procédures de vote. Mais l'influence que Jiang continue d'y jouer contribue à limiter leur marge de manœuvre.
- 54 Toutefois, mis à part Zeng, et dans une moindre mesure Li Changchun, le nouveau patron de la propagande, les autres alliés de Jiang au sein du Comité permanent n'occupent pas de fonctions « stratégiques ». Quant à Zeng, ses pouvoirs se concentrent à l'intérieur de l'appareil du PC, qui en Chine n'a pas de compétences en matière économique et sociale.

Contrairement aux autres Partis-Etats de type soviétique, le Comité central du PC chinois ne possède pas de départements dans ces secteurs et les groupes dirigeants économiques sont dominés par les responsables (communistes évidemment) du gouvernement. Numéro deux du Secrétariat central, Zeng domine cette instance par son activité et le nombre de ses alliés. D'un côté, il supervise directement le secteur de l'organisation, c'est-à-dire la promotion et la formation des hauts cadres. A ce titre, on l'a vu, il dirige depuis novembre 2002 l'Ecole centrale du PC. D'un autre, parmi les six autres secrétaires du Comité central, il compte au moins quatre alliés : He Guoqiang, chargé de l'organisation, Liu Yunshan, de la propagande, Zhou Yongkang, de la police et de la justice, et Wang Gang de la coordination. En d'autres termes, les compétences de Zeng rappellent en partie celle d'un Qiao Shi. Est-ce à dire qu'il est voué pour autant à échouer ?

- 55 Quoi qu'il en soit, en matière de politiques économiques et sociales, l'influence de Jiang, de Zeng et de leurs partisans est plus limitée, ou plutôt, elle se trouve contrebalancée par la promotion de nombreux collaborateurs de Zhu Rongji, de Hu Jintao ou de Wen Jiabao, principalement au sein du Conseil des affaires de l'Etat. Or, ce sont les domaines où les problèmes sont les plus urgents, les attentes de la population les plus grandes et donc la gestion des relations entre le pouvoir et la société la plus délicate.
- 56 L'on pourrait étendre cette conclusion aux équipes dirigeantes provinciales. Lors du grand renouvellement de l'hiver 2002-2003, pas moins de 13 secrétaires de province (ou de grandes villes) et 19 gouverneurs (ou maires) ont été promus. Et la majorité d'entre eux sont proches de Hu et dans une moindre mesure de Wen⁴⁹. Parmi eux figurait Meng Xuenong, le tout nouveau maire de Pékin — nommé en décembre 2002 — qui fut sacrifié, le 20 avril 2003, par une direction à la fois soucieuse de retrouver une certaine confiance au sein d'une population de la capitale durement touchée par le SRAS et (surtout) de parvenir à arracher à Jiang Zemin la démission du ministre de la Santé.
- 57 Ce prix fut relativement facile à supporter dans la mesure où la propagation en Chine du nord du SRAS a dans l'ensemble donné l'occasion à Hu et Wen de renforcer leur emprise sur le PC et l'Etat. En première ligne dans la lutte contre ce fléau, Hu, Wen et Mme Wu Yi ont su imposer le 18 avril au Bureau politique un changement de politique, le convaincre de mettre fin à la falsification des données et à la désinformation du public et de lui substituer une attitude plus transparente et une mobilisation de l'ensemble des ressources médicales, que celles-ci soient civiles ou militaires. Lors de la réunion du Comité permanent du Bureau politique (BP) du 18 avril, seuls Zeng Qinghong, Huang Ju et Jia Qinglin (les mal élus de l'APN !), voyant ces décisions profiter à Hu et Wen, se seraient abstenus. Les six autres membres auraient approuvé les propositions de Hu, y compris Wu Bangguo, Li Changchun, Luo Gan et Wu Guangzheng. Et lors de la réunion d'urgence du BP qui la suivit, 18 des 24 membres de cette instance auraient voté « oui », quatre se seraient abstenus et deux seulement s'y seraient opposés : Liu Qi, le secrétaire de Pékin qui aurait dû porter la responsabilité endossée par Meng Xuenong, et Zeng Peiyan, un autre proche de Jiang⁵⁰.
- 58 Il est probable que la pression de l'OMS, des hommes d'affaires étrangers installés en Chine et de la communauté internationale auraient eu de toute façon raison des vieux réflexes sovieto-bureaucratiques de l'appareil du PC. Cependant, à la popularité que Hu et Wen avaient testée lors de la réunion de l'APN, s'ajoutait un supplément de légitimité trouvé dans ce brusque changement de cap. En revanche, les silences prolongés de Jiang et de ses partisans ont contribué à accroître la défiance de la société chinoise à l'égard de

ces derniers. C'est la raison pour laquelle, peu après le 18 avril, ceux-ci ont les uns après les autres — Jiang, Zeng, Huang Ju, Jia Qinglin — pris la parole moins pour soutenir la mobilisation contre le SRAS que pour rappeler leur présence, et leurs pouvoirs, aux dirigeants en première ligne.

- 59 Cela étant dit, le succès de ce combat ne dépend pas seulement du degré de transparence ou de compassion des autorités. Il sera largement tributaire de la capacité de l'Etat à améliorer sa gouvernance et à coordonner l'action de systèmes administratifs qui, dans le domaine sanitaire comme dans d'autres, s'apparentent encore trop souvent à des féodalités bureaucratiques inexpugnables et fondamentalement égoïstes.

Vers une cohabitation tendue ?

- 60 La répartition des tâches évoquée ci-dessus ne parvient pas à masquer les rivalités montantes au sein de la « quatrième génération » du PC chinois. Pour l'heure, ces rivalités portent moins sur le choix des politiques ou des réformes à privilégier que sur la prise de contrôle des leviers essentiels de pouvoir.
- 61 L'évolution de la lutte contre le SRAS pourrait accréditer l'idée que le régime est en train de changer, qu'il utilise cette mobilisation pour accélérer des réformes politiques qui dans d'autres circonstances auraient été repoussées à plus tard. L'on peut douter de ce scénario optimiste, à la Chernobyl.
- 62 En effet, la direction chinoise issue du XVIème congrès puis de la Xème APN n'a pas approuvé de profondes réformes politiques. Celles-ci demeurent une fois encore administratives et tendent toutes vers une amélioration de la gouvernance, un meilleur contrôle de la corruption, et un renforcement des canaux de communication avec la société, et en particulier ses élites. La généralisation prévue des élections, déjà expérimentée ici et là, des comités de citoyens (*jumin weiyuanhui*) ne risque pas d'ébranler les bases du système⁵¹. Testée à Shenzhen et destinée à mieux endiguer la corruption, la séparation des pouvoirs de décision, d'application et de contrôle administratifs (*quanli sanfen*), sous la direction des comités du PC, a peu de chances de donner naissance à des jeux d'équilibres et de contre-pouvoirs ni d'ailleurs de rendre les fonctionnaires moins vénaux⁵². Et la plus grande marge de manœuvre dont ont joui, à la faveur du SRAS, les médias doit être mise en regard avec les fermetures et suspensions de journaux décidées peu de temps auparavant par la même équipe dirigeante. En outre, la plus grande transparence observée, et illustrée en avril 2003 par la publicité donnée à la mort accidentelle de l'équipage d'un sous-marin de la marine chinoise, n'est pas spontanée mais dirigée. En d'autres termes, les médias continuent d'être appelés à exercer un rôle critique lorsque et où le pouvoir le leur demande. Il est vrai que certains journaux, apparemment protégés par Hu Jintao et ses alliés, ont utilisé le SRAS pour demander des réformes plus profondes du système politico-administratif⁵³. Mais la remise à l'honneur par Hu au début mai de la théorie des « trois représentations » de Jiang rappelle à ces critiques que le tandem Hu-Wen n'entend pas alimenter les divisions qui se sont déjà fait jour au sein de la direction du PC. Depuis que Hu et Wen sont entrés en fonction, c'est avant tout à une altération du style de communication, voire de gouvernement, à laquelle l'on a pu assister. Accélérée par le SRAS, cette évolution n'en a pas provoqué d'autres, plus fondamentales. Bref, quoique l'on soit en droit, pour les raisons avancées plus haut, de lui donner le bénéfice du doute, le tandem Hu-Wen n'a pas encore démontré sa volonté d'engager de réelle et sérieuses réformes politiques.
- 63 Pour autant, la sourde lutte pour le pouvoir qui se déroule aujourd'hui pourrait-elle se transformer en épreuve de force ? L'on peut estimer, que dans un avenir prévisible, la

réponse restera négative. En effet, La relative faiblesse des divergences politiques qui semblent opposer les dirigeants actuels contribue à éloigner ce risque. En outre, les deux camps ont trop besoin de stabilité pour se lancer dans une telle aventure. D'un côté, Jiang et ses partisans savent qu'il leur serait difficile d'imposer au PC la mise à l'écart de Hu ou même de Wen. Comme on l'a vu, sachant que le coût de tout changement de successeur serait trop élevé, Jiang a préféré les entourer, à la tête du PC et du gouvernement, d'un grand nombre de ses partisans. En outre, conscients de leur impopularité au sein même de l'appareil, les partisans de Jiang, et notamment Zeng, sont devenus très discrets sur la démocratisation interne du Parti. Inversement, Hu et Wen n'ont pas suffisamment consolidé leurs pouvoirs pour se lancer dans une tentative d'affaiblissement de la faction de Jiang et en particulier des collaborateurs de Zeng, nouveau sous-groupe qu'il faut observer de près.

64 En d'autres termes, si Jiang ne peut espérer dans les années qui viennent remplacer Hu par Zeng, Hu devra une fois encore faire preuve de patience et maintenir avec Wen, les proches de Zhu Rongji et les responsables provinciaux qu'il a promus une coalition soudée⁵⁴. Car c'est la solidité de cet attelage qui seule lui permettra de consolider son pouvoir. Le soutien des députés de l'APN ou plus largement des « élites officielles » du régime ne leur suffira pas quoiqu'il ait quelque peu écorné la domination des partisans de Jiang et surtout rabattu leur arrogance.

Quelle institutionnalisation du régime ?

65 La transition en douceur du pouvoir entre Jiang et Hu, avant même qu'elle soit achevée, provoqua une discussion intéressante sur la question de l'institutionnalisation du régime politique chinois⁵⁵. Les développements du printemps 2003, que nous venons de brièvement analyser, ont-ils contribué à accélérer ce processus ? Ou au contraire, système politique autoritaire et institutionnalisation ne restent-ils pas incompatibles ?

66 Tout système quel qu'il soit secrète ses propres normes et la difficulté en Chine comme ailleurs et de faire en sorte que celles-ci restent respectées en dépit des contraintes et intérêts politiques en jeu. Le fait est que dans un système autoritaire, ces normes sont moins nombreuses, plus lâches, plus facilement contournables et surtout non-démocratiques⁵⁶. Cependant, comme on a pu le remarquer, aujourd'hui le Parti-Etat chinois obéit plus souvent à un certain nombre d'usages et de procédures — en particulier de votes et d'élections — qui revêtent, aux yeux des acteurs mêmes de ce système politique, une certaine importance. Les réformes économiques et juridiques, l'ouverture sur l'étranger et la profonde évolution de la société chinoise ont aussi contraint les dirigeants du PC à mieux respecter les règles qu'ils se sont donnés. Et l'on serait tenté d'ajouter que l'intensité des divisions qui les déchirent aujourd'hui contribue à accroître leur caractère normatif.

67 Mais peut-on pour autant conclure que le transfert des leviers de pouvoir, en particulier du pouvoir suprême, obéit principalement à ces normes ? Le déroulement du XVIème congrès, le choix des responsables de la « façade étatique » du Parti tendent au contraire à montrer que ces règles structurent les rapports de forces et les conflits politiques plus qu'elles n'en déterminent l'issue. Certains seraient tentés d'étendre cette observation aux démocraties. Toutefois, l'absence de choix et la jouissance encore très limitée par les Chinois, et en particulier ceux qui n'ont pas de relais dans l'appareil, des libertés fondamentales inscrites dans la Constitution continuent de fortement relativiser l'importance de ces normes. Le PC chinois s'est adapté à l'environnement économique et social qu'il a créé. Il consulte plus les « élites », y compris les « nouvelles élites » qu'il a

promues dans ses rangs et leur laisse exprimer plus souvent leurs préférences. Mais, en même temps, devenu plus élitiste qu'hier, il conserve encore le monopole de la sélection des dirigeants et des « élites officielles » du pays et refuse pour l'heure d'ouvrir le jeu politique et *a fortiori* le transfert du pouvoir suprême à l'ensemble des citoyens chinois.

NOTES

1. Un plus grand nombre de non-communistes remplissent en 2003 des fonctions gouvernementales. 30 d'entre eux occupent des postes de gouverneur-adjoint ou de vice-ministre (contre 18 en 1993). *Wenhuibao*, 5 mars 2003, p. A5.
2. Jean-Pierre Cabestan, « The Relationship Between the National People's Congress and the State Council in the People's Republic of China : A Few Checks but No Balances », *American Asian Review*, vol. XIX, n° 3, automne 2001, p.43 ; cf. aussi, Jean-Pierre Cabestan, *Le système politique de la Chine populaire*, Paris, PUF, coll. « Thémis », 1994, p. 328.
3. *International Herald Tribune*, 3 mars 2003, p. 4 ; *Asian Wall Street Journal*, 5 mars 2003, p. A4.
4. Données d'avril 2003, *Wenhuibao*, 6 avril 2003, p. A11.
5. *Mingbao*, 25 février 2003, p. A21. D'après d'autres sources, le nombre d'entrepreneurs privés n'y dépasserait pas 55, *Far Eastern Economic Review*, 13 mars 2003, p. 33.
6. Cf. par exemple les phénomènes d'achats de vote dans la ville de Taizhou au Zhejiang, *Mingbao*, 24 avril 2003, p. A23.
7. *Ershiyi shiji shijie daobao* (21st Century World Herald), cité par le *South China Morning Post* (SCMP), 21 avril 2003, p. A5.
8. Pour un exemple d'ouvrier modèle, un mineur également député à l'assemblée provinciale du Jiangsu, cf. SCMP, 21 avril 2003, p. A5.
9. En 2003, le nombre de vice-président est passé de 19 à 15. Le secrétaire général est désormais aussi vice-président. Le Conseil de la présidence de l'APN est aujourd'hui composé de 16 personnes contre 21 auparavant.
10. SCMP, 11 mars 2003, p. A7.
11. SCMP, 16 mars 2003, p. A5.
12. Pour la popularité de Wu, cf. Zong Hairan, *Disidai* (La quatrième génération), New York, Mirror Press, 2002, p. 178 ; cf. aussi, Andrew Nathan & Bruce Gilley eds., *China's New Rulers*, Londres, Granta Books, 2002, p. 53. Toutefois, contrairement à ce que prévoyait Zong, Wu n'eut pas comme « prix de consolation » la présidence de la CCPPC mais celle de l'APN. En rivalité avec Wen pour le poste de Premier ministre, Wu vit ses chances diminuer après que Zhu lui eut confié le secteur impossible à réformer des entreprises d'Etat.
13. *Mingbao*, 16 mars 2003, p. A20.
14. SCMP, 11 mars 2003, p. A7.
15. Avant 1993, le président de la République était soit un membre du soit du Comité permanent du Bureau politique (Li Xiannian, 1983-1988) soit un simple membre du Bureau politique (Yang Shangkun, 1988-1993).
16. Notamment le *Yomiuri shimbun* et *Zhengming*, mai 2002, pp. 6-8.

17. Le pire score jamais obtenu depuis le rétablissement de la procédure d'élection à bulletin secret des dirigeants fut celui enregistré par Han Zhubin lorsque cet ancien ministre des Chemins de fer fut nommé en 1998 président du Parquet populaire suprême (65% de oui) ; cf. ci-après.
18. *Mingbao*, 16 mars 2003, p. A20. *SCMP*, 16 mars 2003, p. A5. *Zhengming* (Rivalisons), avril 2003, pp. 10-12.
19. *SCMP*, 1^{er} mai 2003, p. A5.
20. Zong Hairen, *Disidai*, op. cit., p. 16 ; cf. aussi Andrew Nathan & Bruce Gilley éd., *China's New Rulers*, op. cit., pp. 11-12.
21. *Xinbao*, 23 octobre 2002, p. 27. Certains analystes estiment que ce groupe dirigeant est plutôt chargé de la sécurité intérieure du pays. Mais la participation à ce groupe de plusieurs responsables de la politique étrangère, le rôle qu'il a joué dans la gestion de l'incident de l'avion de surveillance américain EP-3 en avril 2001 ainsi que les informations réunies sur ce groupe depuis le 16^{ème} congrès (cf. ci-après) tendent à prouver que ce groupe possède réellement une compétence en matière internationale.
22. *Wenhui*, 16 mars 2003, p. A4 ; Willy Lam, « China National People's Congress : Popularity and Power », *China Brief*, vol III, n° 6, 25 mars 2003.
23. *Zhengming*, décembre 2002, pp. 9-11 ; *Kaifang* (Ouverture), décembre, pp. 11-14.
24. D'après certains sondages organisés juste après le congrès, 70% des personnes interrogées étaient opposés au maintien de Jiang à la présidence de la CMC, *Zhengming*, op. cit.
25. *SCMP*, 16 mars 2003, p. A5.
26. *China's New Rulers*, op. cit., p.11-12.
27. *Xinbao*, 19 mai 2003, p. 11 et 20 mai 2003, p. 15.
28. Le rapport d'activité de la Cour suprême fut approuvé par 79.4% des députés tandis que celui du Parquet suprême le fut par 74.6% d'entre eux.
29. L'on pense qu'un certain nombre de députés (40) ont placé dans l'urne des bulletins nuls ou portant un autre nom : en effet, sur les 2935 bulletins exprimés (2799 : 95,37%), l'on compte seulement 2895 bulletins valides (2799 oui, 80 non et 16 absentions). *Mingbao*, 27 mars 2003, p. A18.
30. Cheng Li, *China's Leaders. The New Generation*, Lanham, bulder, Rowman & Littlefield, 2001, pp. 157-159.
31. *Zhengming*, avril 2003, p. 11.
32. A Shanghai, Hua fut pendant un temps secrétaire personnel de Jiang chargé des questions confidentielles, *Xinbao*, 27 février 2003, p. 25 ; *SCMP*, 18 mars 2003, p. A6. L'opposition à la nomination de Hua Jianmin au poste de secrétaire général du CAE fut légèrement plus faible (83 non et 59 abstentions, soit un taux de soutien de 95, 16%, cf. tableau). *Ibid.*
33. L'on dit que c'est Zeng qui le promut dans les années 90 directeur-adjoint du Département central de l'Organisation du PC avant de le faire nommer en 2000 secrétaire du PC du Hebei, *Xinbao*, 8 mars 2003, p. 7.
34. Willy Lam, *China Brief*, vol. III, n° 5 ; *Xinbao*, 19 février 2003, p. 9.
35. *Xinbao*, 26 février 2003, p. 11.
36. *Strait Times*, 18 décembre 2002. Willy Lam, *China Brief*, vol. III, n° 5.
37. Willy Lam, « China National People's Congress », op.cit.
38. *Zhengming*, mai 2003, pp. 13-15.
39. Dans le cadre de la préparation du XVIème congrus, chaque membre sortant du Comité permanent du Bureau politique exerça un droit de regard important sur la

nomination de son successeur en proposant un nom (*timing*) à Jiang et à la direction collective du PC, *Xinbao*, 27 novembre 2002, p. 15.

40. Un certain nombre de députés admit préférer Li Ruihuan et « mal connaître » Jia ; cependant, ceux-ci ne votèrent pas pour autant tous contre ce dernier, *SCMP*, 14 mars 2003, p. A7.

41. *Zhengming*, avril 2003, p. 12.

42. *Zhengming*, mai 2003, pp. 13-15.

43. Le premier appel que Hu reçut fut celui de George W. Bush qui le 19 mars le félicita de son élection et lui annonça qu'il allait libérer par la force l'Irak de Saddam Hussein..., *SCMP*, 20 avril 2003, p. A7.

44. Willy Lam, « China Readies for Future U.S. Fight », *CNN.com*, 25 mars 2003.

45. *Xinbao*, 19 mai 2003, p. 11 et 20 mai 2003, p. 15.

46. Su Ha, *Zhonggong danei zongguang. Zeng Qinghong de quanli zhi lu* (Le grand intendant général du PC chinois. La marche vers le pouvoir de Zeng Qinghong), Hong Kong, Xiafei'er chubanshe, 2002, ch. 10, en particulier pp. 223-239.

47. *Xinbao*, 19 novembre 2002, p. 15.

48. *Far Eastern Economic Review*, 28 novembre 2002, pp.28-32.

49. Li Cheng, « The Emergence of the Fifth Generation in the Provincial Leadership », *China Leadership Monitor*, n° 6, printemps 2003, www.chinaleadershipmonitor.org/20032/lc.pdf

50. Le nom du quatrième dirigeant qui se serait abstenu n'a pas été donné. *Dongxiang* (Tendance), mai 2003, p. 6.

51. De fait, les élections des comités de propriétaires peuvent avoir des implications politiques plus intéressantes, cf. Benjamin L. Read, « Democratizing the Neighbourhood ? New Private Housing and Home-Owner Self-Organisation in Urban China », *The China Journal*, n° 49, janvier 2003, pp. 31-59.

52. *Xinbao*, 20 janvier 2003, p. 22 et 12 février 2003, p. 24 *Mingbao*, 5 mars 2003, p. A22.;

53. En particulier le 21 *shijie huanqiu baodao* (21th Century World Herald) dont la publication fut suspendue au début mars pendant quelque temps, et le *Nanfang dushibao* (Southern Metropolitan News), *SCMP*, 2 mai 2003, p. A5.

54. Sur la patience de Hu, cf. You Ji, « The Heir Apparent », *The China Journal*, n° 48, juillet 2002, pp. 125-134.

55. Cf. en particulier les articles Andrew Nathan, « Authoritarian Resilience » et de Bruce Gilley, « The Limits of Authoritarian Resilience », *Journal of Democracy*, janvier 2003.

56. Cf. par exemple les manœuvres de Zeng Qinghong lors du XVIème congrès pour exiger du Comité permanent du Présidium du congrès des votes à main levée sur le maintien de Jiang à la CMC, *Zhengming*, décembre 2002, *op. cit.*